

Cour Dans le Pavé

Le bulletin d'information trimestriel
des militant·es de la
CGT Educ'Action 13

Juin 2022
#26



« Cultivons notre jardin syndical »

Le 20 mai, à l'issue de deux jours de Congrès départemental, nous avons élu une nouvelle Commission Exécutive, un nouveau Bureau ainsi qu'un nouveau Co-secrétariat. Avant cela nous avons fait le constat, chiffres à l'appui, que notre quadriennat a vu le nombre de nos adhérent·es augmenter significativement notamment en collèges et lycées généraux mais aussi auprès des personnels les plus précaires comme les AESH et AED. Et cela malgré une période de pandémie. Ainsi nous avons su continuer à occuper le terrain, celui des idées. Nous avons su accompagner les personnels, nous avons su maintenir un rapport de force constant face aux pires réformes (retraites, SNCF, assurance maladie...).

Il nous faut donc poursuivre ce travail et imposer notre plan d'urgence pour l'école et ses personnels, un plan revendiqué depuis plusieurs années par la CGT Educ'action.

En ce sens, il est indispensable de conforter la CGT dans sa première place dans la fonction publique et poursuivre la progression de la CGT Educ'action aux prochaines élections professionnelles du 8 décembre 2022. Il y a un enjeu évident de représentativité car synonyme d'un rapport de force en notre faveur. C'est par des actions et mobilisations offensives telles que celles que nous menons déjà dans notre secteur qu'on luttera contre les idées réactionnaires et la vision libérale ambiante basée sur la méritocratie et l'individualisme.

La loi de la transformation de la fonction publique a fait passer la fonction publique d'une logique de gestion collective à une individualisation des parcours déclinant cette logique neo-libérale à tous les échelons de l'Éducation Nationale. C'est pourquoi la CGT continue à exiger son abrogation. Mais l'urgence est aussi salariale. Le dégel de la valeur du point d'indice et son indexation sur les prix à la consommation est impératif, associé à une revalorisation des grilles indiciaires et d'une augmentation de 400€ pour tous les personnels.

Nos progrès accomplis durant cette période ne doivent pas rester là. Nos valeurs et revendications pour une véritable transformation sociale, un service public d'éducation et une école émancipatrice doivent nous permettre d'élargir et d'élever un rapport de force qui nous soit favorable.

Mireille Constantin
co-secrétaire départementale

AESH : une mobilisation réussie, des avancées concrètes

Le 5 avril les AESH se sont à nouveau mobilisé·es, par la grève, partout en France. Dans notre académie, un rassemblement intersyndical a permis de porter devant le recteur les revendications des AESH. Par la lutte, la CGT a réussi à faire entendre sa voix : le point sur les avancées.

es accords de 2018 pour l'égalité femmes / hommes dans la Fonction Publique ont obligé le rectorat à mettre en place en janvier 2022 un plan académique d'action pour l'égalité professionnelle (v. Pavé n. 25). L'axe 3 de ce plan oblige le rectorat à évaluer, prévenir et traiter

les écarts de rémunération ainsi que le déroulement des carrières entre les deux sexes.

Or, en imposant des temps partiels avec une évolution de carrière au rabais (14€ tous les 3 ans et un salaire à 700€ !), ce sont des milliers de collègues AESH, très majoritairement des femmes, qui sont plongé·es dans la précarité. Mais alors, peut-on parler d'égalité sans revalorisation du statut des AESH? C'est en s'appuyant sur cet argument que, lors de la grève des AESH du 5 avril dernier, nos élu·es ont pu obtenir quelques réponses du recteur sur des sujets trop souvent restés sans réponse :

- La revalorisation du Smic, obligatoire, se fera directement par les services de paie.
- Le changement de quotité de travail (passage de 61% à 62%) a été réajusté sur le salaire de mars.
- Le rétablissement de la CSG est toujours en cours mais tout le personnel bénéficiaire n'a pas encore été identifié.

Pas d'égalité sans revalorisation des AESH !

- La demande de création d'un vade-mecum de gestion des AESH plus complet que le guide national, afin d'éviter les nombreuses dérives.
 - La prise en compte des AESH aux différents groupes de travail.
 - Une mise en place d'un plan de formation. L'ouverture des positions de formations se fera du 15 juin au 15 septembre prochain.
- Les avancées sont concrètes, mais la lutte ne s'arrête pas là.

Virginie, Collectif AESH



Par la lutte, les collèges sont sortis de l'hiver

Les mobilisations sur les DGH collège ont eu un écho notable cette année. La forme de la mobilisation et la longueur du combat ont été effectivement remarquables. Plusieurs jours de grève en mars, des collèges qui ont reconduit, des collectifs renforcés.

Il est intéressant de revenir sur certains aspects spécifiques liés à l'activité de la CGT. Très tôt, l'idée de faire un bilan du quinquennat a émergé. Les informations transmises tôt

aux militant·es et aux sections ont aidé à lancer et à coordonner les actions pour lutter contre la stratégie de fragmentation développée par la DSDEN. Cela a participé à la construction d'un calendrier des luttes moins dicté par l'administration.

La CGT a été à l'initiative du travail intersyndical qui a été aussi un point d'appui pour cette lutte. Cela a permis d'établir rapidement des revendications facilement identifiables. Les revendications ont permis d'unifier le mouvement. Le travail de la CGT a été aussi utile pour déconstruire le discours de l'administration.

Nous avons pu mettre au jour la stratégie du gouvernement sur ces 5 années, et les interlocuteurs ne pouvaient plus trouver de stratagème pour dissimuler leur forfait. La presse a repris les arguments développés par l'intersyndicale.

Des revendications identifiables ont unifié le mouvement

Au sein de notre organisation, les échanges d'information ont été facilités par la liste de diffusion des collèges. Cela a contribué à alimenter les Heures d'Information Syndicale, les Assemblées Générales.

Enfin, on a pu mesurer l'audience croissante de la CGT dans les collèges du département. Cette activité du syndicat a permis de fédérer de nouvelles personnes et se matérialise dans une nouvelle vague d'adhésions. C'est bien en construisant dans la longueur que nous nous mettrons en position de remporter les victoires à venir.

Laurent Igheroussène
professeur de mathématiques au collège R. Parks de Marseille

Une année de mobilisations dans le travail social

La colère de tout un secteur méprisé, grand absent des annonces gouvernementales, s'est concentrée le 7 décembre dernier dans une mobilisation historique. Depuis, manifestations et grèves se sont multipliées dans toutes les branches du secteur, de l'Éducation Nationale à la Justice.

La colère des travailleurs·ses sociaux·ales ne se réduit pas à l'absence de revalorisation salariale. Dans toutes les branches les travailleurs·ses sociaux·ales dénoncent les conditions de travail, d'accueil et d'accompagnement des publics.

Les journées d'action isolées de cette année, bien suivies par les Assistant·es Sociaux·ales de l'Éducation, ont été nécessaires pour médiatiser nos conditions de travail, bien que nos interlocuteur·rices soient tou·tes très conscient·es de l'état de délabrement du secteur. Nous ne pouvons plus déconnecter ces luttes les unes des autres (Santé, Éducation, Justice...).

En réponse à ces mobilisations : une Conférence Nationale des métiers de l'accompagnement social et médico-social s'est réunie le 18 février, où le premier ministre a annoncé l'exten-

sion au secteur social de la revalorisation de 183€ jusqu'ici réservée aux soignant·es, mais pas à tous les personnels sociaux; puis, un décret du 29 avril tentant d'inclure des professionnels exclus des premières annonces, mais transformant la revalorisation indemnitaire initiale en indiciaire.

Enfin, en contrepartie à cette « revalorisation » J. Castex a annoncé une énième réforme de la formation initiale. La dernière en date (2018) marquait déjà la volonté d'un diplôme unique du travail social formant davantage à des compétences et non plus à des métiers. Après des mois de mobilisation, à l'heure où nous écrivons ces lignes, nous restons donc vigilant·es et envisageons de nouvelles actions, comme le 31 mai puis le 17 juin pour les Assises de la Protection de l'Enfance.

Mireille Constantin
co-secrétaire départementale



La mixité des publics (LP / apprenti·es) à l'heure actuelle

À l'occasion de la Journée d'étude Voie Pro du 3 Février dernier (organisée par la CGT à Aix-en-Provence), nous avons fait un état des lieux de la situation vécue localement dans nos établissements après la dernière réforme (2019).

Le problème principal est dû à l'intégration d'élèves alternant dans les classes. Les équipes pédagogiques ne sont pas associées préalablement à leur intégration et elles sont confrontées à un va-et-vient d'élèves. Nous sommes mis devant le fait accompli, contrairement aux engagements du recteur.

Cela pose des problèmes pour les apprenti·es qui sont absent·es des classes une partie du temps car en entreprise, alors que le reste de la classe fait cours.

À l'avenir, il faut s'attendre à de nouvelles réformes qui renforcent cette logique de transformation du lycée professionnel en apprentissage.

Le programme de Macron pour le LP

Bien que dans le programme du candidat rien de précis ne soit apparu hormis « un effort massif pour l'apprentissage », Macron s'est exprimé à plusieurs reprises en annonçant « une rémunération des lycéens professionnels, en changeant totalement de logique de formation, en s'inspirant [...] d'un outil de gestion des compétences qui sonne la fin de l'hégémonie des diplômes », remettant en question les qualifications, et donc les conventions collectives en s'appuyant sur la certification par blocs de compétences.

« Il faut remettre les entreprises, les débouchés professionnels au cœur de leur projet et donc ouvrir des filières là où il y a des besoins et en fermer quand il n'y a pas ».

Toutes ces annonces laissent à penser que la casse de notre modèle social va se poursuivre afin de livrer encore un peu plus la formation professionnelle au patronat, sans organe de contrôle et de régulation.

Le lycée professionnel se dilue dans l'apprentissage, quelles conséquences ?

« Plus de place à l'apprentissage en entreprise » : le maître mot des dernières réformes, et de celles à venir.

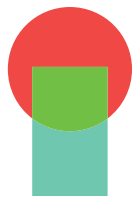
Le programme pour l'école de M. Macron sonne le glas du lycée professionnel, autrefois conçu comme lycée garantissant une qualification professionnelle et un enseignement général exigeant aux enfants de la classe ouvrière.

Jean-Michel Julia
PLP en génie mécanique au lycée J. Perrin (Marseille)
élu en CAEN

Un regard sur notre congrès départemental

Les 19 et 20 mai se tenait le congrès départemental de notre syndicat. Environ 70 personnes étaient réunies à la Bourse du travail pour vivre deux jours de convivialité, de retrouvailles parfois, sans oublier le principal : réfléchir, débattre - et donc bosser - autour des textes d'orientation et de fonctionnement de notre syndicat afin d'en élaborer la ligne pour les trois années à venir.

Nils Lamrani
PLP Lettres Histoire au lycée Ampère



Il ne fallait pas moins de deux cafetières qui tournent non-stop pour exciter les petits neurones des camarades et les sauver parfois in extremis de l'assoupissement qui les guettait à chaque fin de repas (la daube était grandiose).

Dès la première matinée, une discussion riche s'est engagée autour du rapport introductif dans lequel il a été question notamment des réformes brutales que le monde de l'éducation a subi ces dernières années. Pas mal de camarades ont pu à cette occasion exprimer leur fatigue, les difficultés auxquelles nous sommes confronté·es mais aussi leurs espoirs et une certaine détermination à gagner les prochaines batailles. Le congrès, ça sert aussi à ça : redonner confiance dans le collectif et se donner du courage les un·es les autres.

Un peu plus tard, le bilan d'activité a été l'occasion de revenir sur l'abandon (provisoire

hélas) de la réforme des retraites suite à la forte mobilisation de 2019 et, il faut bien le dire, à la crise du COVID qui a ébranlé un gouvernement impréparé.

Un peu plus tard, les points de fragilité de notre organisation ont été discutés (l'organisation

Un congrès réussi

des personnels non-enseignants entre autres) ainsi que nos points forts et les évolutions positives de notre syndicat (une forte syndicalisation, les formations, la Collective...). Enfin, un bilan du congrès national de la CGT Educ'action a été l'occasion de revenir sur la nouvelle identité féministe de notre syndicat (v. pages 6 et 8).

Le deuxième et dernier jour, nous avons pu

débattre dans l'ordre de nos in (papier e du congr et persp (des extr Et nous Reynaud départen Rémy po en tant q nous!) et Pour co qui n'on manquer ressortir congrès r fraternité quelques

Pierre
prof de phy-
sique-chimie au lycée
Diderot de Marseille

Une phrase m'a marqué : « les combats, c'est d'abord à propos des carreaux cassés » pour ensuite s'élargir sur des causes plus fondamentales. Pour moi, c'est important qu'on reste un syndicat de combat pour lutter contre les injustices sociales.



késako



Le congrès d'un syndicat CGT est le moment central de sa vie démocratique. Toutes les syndiqué·es sont invité·es à y participer.

C'est le moment où on tire le bilan des années précédentes (rapport d'activité, rapport financier...) et où on décide les orientations pour les années à venir. Deux documents d'orientation étaient au vote lors de notre congrès : Nos campagnes syndicales et Améliorer notre efficacité au plus près du terrain.

C'est aussi à ce moment que le syndicat élit sa Commission Exécutive ou que sont étudiées les éventuelles modifications de statuts. Un congrès se tient tous les 3 ans, mais en raison du Covid nous avons dû reporter le congrès de 2021 à 2022.

Maylis
prof d'histoire-géo
collège Mallarmé de
Marseille

L'ambiance était très bonne. Les débats ont été très intéressants. J'ai maintenant une bien meilleure connaissance du fonctionnement du syndicat. J'ai rencontré plein de nouvelles camarades qui m'ont apporté des réflexions sur le syndicat comme la lutte.

Je retiens en particulier le fait de lier l'analyse politique et la lutte sur le terrain, pour rassembler les personnes et les inciter à se syndiquer. Le projet est très important !

tre de l'unité syndicale (dans les luttes, l'orga et lors des élections), le zonage s interventions et notre communication er et sur les réseaux sociaux). Un « appel ngrès » (sorte de synthèse de nos analyses perspectives) a été rédigé, amendé et voté extraits ci-contre).

us avons salué l'engagement de Rémy aud, qui a cédé sa place de co-secrétaire temental à Mireille Constantin. Merci à pour tout ce qu'il a apporté au syndicat nt que co-secrétaire (il reste bien parmi) et à Mireille de reprendre le flambeau ! conclure, j'invite tous les camarades ont pas pu être là cette année à ne pas uer le prochain rendez-vous. Juré : on tira pour l'occasion tout ce qui fait un ès réussi : une bonne organisation, de la nité et de la sororité, des débats riches ous fois interminables... et de la daube.

**Charlotte
prof des écoles
maternelle Pommier
de Marseille**

J'ai puisé dans le congrès la motivation pour les luttes à mener et acquis de nouvelles connaissances sur le déroulement d'un congrès.

Les camarades ne sont pas toujours tendres les uns avec les autres ! Haha ! Plus sérieusement, l'idée que la lutte se construit en allant voir les collègues partout où c'est possible, ça m'a marquée. Et partir « des carreaux cassés » pour élargir la bataille, ça recadre cette vision !

**Sophie
prof en atelier relais
collège Malmarmé
de Marseille**

Tout a été très bien cadré et on peut compter sur l'intelligence collective.

Grâce aux débats, je me sens remotivée et pleine d'idées !

Mais je trouve qu'on perd parfois du temps autour de questions non fondamentales, ce qui épuise le débat.

J'espère que le syndicat aura une plus grande visibilité médiatique et une diffusion sur le terrain plus efficace.



Appel du congrès de la CGT Educ'action 13.

Quelques extraits de l'appel qui nous donne rendez-vous dans les luttes à venir

es débats se ité. ure connais-syndicat. Et uveaux-elles les pistes de ume outil de

it qu'il faut . lutte sur le ersonnels et jjet politique

« Le monde de l'Éducation, bien malmené durant ce premier quinquennat [...]. Plus généralement, la perte globale des moyens, les nouvelles missions imposées et toutes ces mesures passées en force sans aucune concertation ont entraîné une perte de sens de nos métiers et l'épuisement des personnels. Sans parler de nos salaires, bloqués à un niveau extrêmement bas. »

« La CGT Educ'action 13 porte des valeurs et des revendications en totale opposition avec la vision réactionnaire de du ministère de l'Éducation nationale ; nous souhaitons construire une école porteuse d'égalité, inclusive, ouverte, émancipatrice

et bienveillante. »

« ... nous pouvons nous appuyer sur des évolutions positives : le nombre de syndiqué·e·s n'a cessé d'augmenter ces dernières années et la féminisation du syndicat est également en progression. C'est le résultat des combats pour l'égalité femme-homme que mène la CGT Educ'action 13 et qu'elle entend poursuivre. Par ailleurs, notre syndicat fait une nette percée auprès des personnels des écoles, des collèges et des lycées généraux où la CGT éduc'action avait autrefois du mal à s'implanter. »

« La CGT Educ'action 13 syndicat de lutte et interprofessionnel va se saisir

des élections professionnelles pour porter son projet d'école auprès de l'ensemble des personnels. Pour élever le rapport de force dans l'Éducation nationale il est important que notre syndicat progresse en représentativité pour contribuer à la défense collective et individuelle des salarié·es de l'Éducation nationale.

Dans ce contexte, la CGT Educ'action 13 appelle à une mobilisation massive pour mettre en échec, par la grève, les projets libéraux et réactionnaires à venir comme le projet d'allongement de l'âge légal de départ à la retraite, cher à Macron, qu'il faudra combattre au plus vite dans l'unité la plus large. »

Un Marseillais à Guidel : mon premier congrès national.

Le congrès national de la CGT Educ'action s'est déroulé du 28 mars au 1er avril à Guidel (Morbihan). Le récit d'un congressiste.

*Laurent Raphaël
élu en CAPA, PLP d'électronique
au lycée Le Chatelier de Marseille*

Tu arrives en car, à Guidel, en Bretagne, et tu comprends vite que tu es hors saison. Y'a nibe et degun, en même temps tu es là pour bosser et tu bosses

de 9h à 18H30 dans le meilleur des cas. Nous sommes arrivés vers 14h et pas de temps de pause. Nous sommes directement allés dans la salle de congrès retrouver toutes les délégations départementales déjà au boulot.

Cela était impressionnant de voir toutes ces personnes avec qui tu partages des valeurs communes, avec cependant des différences suivant les délégations. Mais ça je ne le savais pas encore... Pendant la semaine, tu étudies les textes et les amendements proposés par les délégations, puis c'est le moment du vote, à main levée lorsqu'il y a consensus.

Parfois, il n'y a pas consensus... Et là, c'est le vote par mandat... Effervescence dans la salle : chaque délégation est porteuse d'un certain nombre de voix correspondant aux nombres de ses syndiqué-es. La plupart des amendements défendus par notre délégation sont passés.

Je voudrais revenir sur un point marquant pour moi. Le rajout du terme « féministe » dans le préambule des statuts de la CGT Educ'action. Je ne pensais pas que cela puisse faire débat. Quelques délégations, très peu, étaient contre ce rajout. Cela m'a fait prendre conscience que

Toutes ces personnes avec qui tu partages des valeurs

j'étais fier d'appartenir à notre délégation CGT Educ'action 13 pour qui ce sujet était acté dans les faits depuis un certain nombre d'années. Dernière info, probablement la plus importante, la délégation du 13 a mis la misère au babyfoot à Patrick Désiré, ancien secrétaire national. Il n'y a pas de petite victoire.

Entendu
Au
Congrès



L'école de l'extrême-droite

Les dirigeant-es et idéologues d'extrême-droite ont toujours manifesté une attention toute particulière pour l'enseignement d'État, les fascistes ayant toujours perçu l'École comme un outil de propagande. Voilà un point de formation sur le sujet entendu au congrès national.

*Nils Lamrani
PLP Lettres Histoire au lycée Ampère*



littéraire et fortement idéologique, est conçue comme un outil de tri et de contrôle social. Et c'est là qu'on y transmet les valeurs réactionnaires, colonialistes et patriarcales de la République de Ferry. Mais lorsque l'extrême-droite française s'empare du pouvoir en 1940, l'instruction publique est pourtant profondément remaniée. Elle devient même le principal incubateur des lois antisémites du Régime de Vichy. Depuis, l'intérêt de l'extrême-droite pour l'École publique ne faiblit pas. A partir des années 1990 puis 2000, le FN de Jean-Marie Le

Pen et de sa fille, enchaîne les campagnes pour l'École. Reprendre en main l'éducation pour le Rassemblement National, c'est diffuser « par tous les moyens, chez ceux à qui [elle] est destinée, à faire naître, développer et affermir les sentiments patriotiques et la conscience de l'unité nationale » (proposition de loi de Mme Le Pen, 2021).

Zemmour aussi agit cette même vision décliniste, lui qui veut chasser des classes « le pédagogisme, l'islamo-gauchisme et l'idéologie LGBT ».

Cette vision ultra-réactionnaire de l'École se retrouve chez bon nombre de personnalités politiques de la droite traditionnelle et « centristes ».

Une école inégalitaire, réactionnaire, colonialiste et patriarcale

Cette vision n'est pas la nôtre. Nous réaffirmons au contraire notre volonté de « construire une école porteuse d'égalité, inclusive, ouverte, émancipatrice et bienveillante » (appel du congrès départemental de mai 2022).

Accueillir dignement les élèves ukrainien·nes et tou·tes les élèves allophones !

Depuis le mois d'avril, le rectorat tient une réunion mensuelle sur l'accueil des élèves réfugié·es d'Ukraine. Le point de début mai.

Emmanuel Arvois, élu en CTA

Le 2 mai s'est tenue au rectorat la deuxième réunion consacrée à l'accueil des élèves ukrainien·nes réfugié·es. À cette date, l'effectif accueilli dans le cadre de ce dispositif d'urgence approchait 700 élèves dans l'académie, principalement dans le 13 (361) et dans le Vaucluse (192). Pour les 2/3 il s'agit d'élèves du 1er degré. Les effectifs ont donc doublé depuis le point de situation précédent (début avril) et 151 nouveaux·elles élèves étaient déjà en attente d'une intégration dans les jours suivants la réunion.

Cette situation a fait l'objet au début du mois d'avril d'une expression commune des organisations syndicales (CGT Educ'action, FSU, SGEN-CFDT, SUD Education et CNT-SO) ainsi que des associations (RESF 13, Soutien 59 St-Just et d'Ampères et d'ailleurs) rappelant que tout

élève allophone nouvellement arrivé·e (EANA) en France a droit à des heures de français langue seconde et de scolarisation.

Or, seulement huit équivalents temps pleins sont créés au niveau académique pour l'ouverture immédiate de plates-formes d'accueil, dont trois à Marseille (collèges Izzo et Malraux et Lycée Montgrand), desti-

nées à répondre à la croissance des besoins induite par l'afflux de réfugié·es ukrainien·nes.

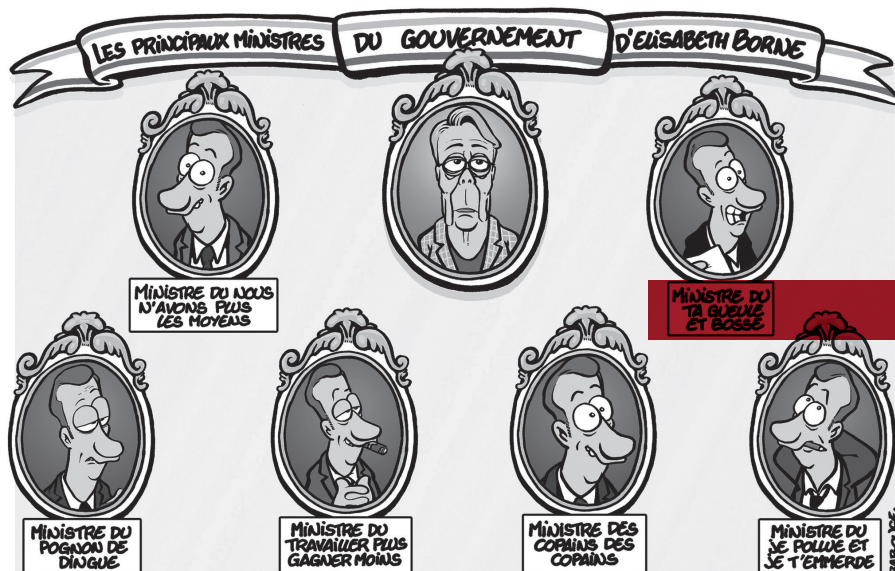
Ces moyens, conçus comme transitoires, sont insuffisants pour faire face

même aux seuls besoins induits par la guerre en Ukraine.

Pour les organisations syndicales et les associations, l'urgence tragique de la situation doit servir de point de départ à l'amélioration de la prise en charge de toutes les EANA, quelle que soit leur origine !

Un point de départ pour l'accueil de toutes les EANA !

Actualités



rande oubliée des politiques marseillaises depuis plus de 25 ans, l'école est un des vastes chantiers pour la majorité municipale marseillaise.

Il y a quelques années,

alors que Danielle Casanova (adjointe au maire des 6e et 8e arrondissements, déléguée à la petite enfance) signait une lettre aux parents d'élèves tentant de décrédibiliser le mouvement de grève des agent·es municipi-

Au centre des revendications, le bien-être des enfants

paux·ales, nous entamions avec les fédérations de parents d'élèves et les camarades de la CGT Territoriaux Ville de Marseille un travail d'information, puis de mobilisation des usager·ères autour des conditions d'accueil dans les écoles marseillaises. Car au centre des revendications des agent·es grévistes était en premier lieu le bien-être des enfants. Françoise Risterucci, de la

CGT Territoriaux, n'hésitait pas alors à parler de « maltraitance ».

Aujourd'hui, force est de constater que les revendications des agent·es ne sont pas satisfaites. Malgré le « dialogue social » mis en place par la mairie, il manque toujours des ATSEM pour permettre à chaque classe de bénéficier de leur

présence, des agent·es pour réduire le taux d'encadrement à un niveau acceptable sur le temps de la cantine et un corps de « volantes » pour les remplacements. Avec quelles répercussions sur les enfants ?

C'est la question que nous nous sommes posées lors d'une réunion publique organisée le 18 mars dernier en présence d'expert·es de la petite enfance. Leur verdict est sans appel : renforcer la présence des adultes au sein des écoles c'est assurer de meilleures conditions d'apprentissage et de développement pour les enfants.

Mettre le bien-être des élèves au centre

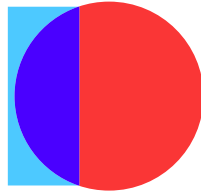
Marseille. La situation des écoles publiques a été signalée comme la « honte de la République ». Malgré une politique plus active de la nouvelle majorité, les agent·es et les parents doivent continuer à se mobiliser afin d'obtenir des conditions d'accueil des enfants dignes de ce nom.

*Lorane Francou
co-secrétaire départementale*

Interpro

L'extrême droite contre l'émancipation et les droits des femmes

L'extrême droite s'est emparée du féminisme comme sujet de société. C'est pourtant une conception du féminisme qui rime avec « protection des femmes » par les hommes et qui n'a rien de féministe.



ans la conception d'extrême droite de la cause des femmes, ces dernières sont en danger face aux violeurs et autres prédateurs sexuels, clairement identifiés comme les étrangers. Ainsi, pour les organisations d'extrême droite, lutter contre l'immigration c'est être féministe !

En même temps, ces organisations ont une vision totalement patriarcale de ce que doit être le rôle de la femme dans la société. Un rôle de procréatrice et d'objet sexuel. La place de la femme est celle de la mère, de l'épouse, jamais considérée comme un être à part entière pouvant juger seule de ce qui est bon pour elle.

Cette idéologie est un véritable danger pour les femmes : elle nie le droit des femmes de disposer librement de leur corps (opposition à l'IVG) ; elle

est contre l'émancipation des femmes et pour leur domestication (l'image de la famille dite « idéale » est celle de la famille hétéronormée avec la femme qui s'occupe du foyer) ; elle impose une conception selon laquelle le féminisme serait l'apanage des pays dits « développés », les mouvements féministes n'existant pas, selon ces idéologies, dans les « pays du Tiers-Monde ».

Ainsi, l'extrême droite, par le biais d'une vision dévoyée du féminisme, entend défendre et imposer son modèle occidental chrétien. Mais elle entend aussi nourrir son rejet des étrangers en jouant sur la peur d'un modèle dif-

férent et néfaste pour la société, notamment pour les femmes.

Contrairement à l'extrême droite, la CGT Educ'action se pose comme défenseure de l'émancipation des femmes et a ainsi réaffirmé dans ses statuts le féminisme comme l'un des enjeux majeurs de ses luttes.

La CGT, défenseure de l'émancipation des femmes

Maylis Merly

professeure d'histoire-géographie
collège S. Mallarmé, Marseille

Sommaire

P1: Édito
P2: AESH : une mobilisation réussie, des avancées concrètes
Par la lutte, les collèges sortis de l'hiver et préparent un nouveau printemps
P3: Une année de mobilisations dans le travail social
Le lycée professionnel se dilue dans l'apprentissage, quelles conséquences ?
P4-5: Retour sur le congrès départemental : récit, témoignages, appel du congrès
P6: Un Marseille à Guïdel : mon premier congrès national
L'école de l'extrême-droite
P7: Accueillir dignement les élèves ukrainiens et toutes les élèves allophones !
Mettre le bien-être des élèves au centre
P8: L'extrême droite contre l'émancipation et les droits des femmes

AGENDA SYNDICAL

Le 17 juin Conseil Syndical Départemental Union Locale de Martigues

septembre 2022 Rentrée des luttes !

8 décembre 2022 Élections professionnelles dans la fonction publique, menons la campagne !

CONTACT

04 91 62 74 30
13@cgteduc.fr

Mail: 13@cgteduc.fr
Élue·s: elus.cgteducaix@gmail.com
Contractuel·le·s enseignant·es: nontit.cgteducaix@gmail.com
AESH: aesh.cgteducaix@gmail.com

Mentions légales
Journal trimestriel
CPPAP 0123 S 08467
Imprimé par Rivet Presse
Édition
24, Rue Claude-Henri-Gorceix,
87000 Limoges
1€ compris dans la cotisation syndicale
Directeur de publication
Mauro Genovese

Mise en page : Bastien Gramicoin
de plusieurs rédacteur·trices dont les noms n'apparaissent pas toujours. Leur travail est indispensable. Merci à eux-elles !

Nous préparons un calendrier des formations pour l'année prochaine. Surveillez l'infolettre !